



La Fédération des Travailleur·euses de l'Éducation de la Confédération Nationale du Travail (CNT-FTE) condamne avec la plus grande fermeté le déchaînement de violence ahurissant qui s'abat sur des lycéen·nes en lutte.

VIOLENCES SUR MINEUR·ES EN BANDE ORGANISÉE

La bourgeoisie au pouvoir est prête à tout pour maintenir son ordre social et nous soumettre à son exploitation, y compris à mutiler des enfants.

L'Éducation nationale a vécu une nouvelle rentrée intenable, subissant de plein fouet le manque de postes et de moyens tout autant que les conditions climatiques, dans des locaux inadaptés aux températures caniculaires. La colère gronde dans les lycées et c'est bien légitime. Car, en plus des conditions d'enseignement dégradées du fait du manque de moyens et du bâti scolaire délabré, les lycéen·nes subissent depuis des années une pression monumentale dans les apprentissages et l'orientation. Les réformes successives des lycées et du bac ainsi que la mise en place de Parcoursup ont transformé la vie lycéenne en parcours du combattant, où la guerre des places met tous·tes ces élèves en compétition, menaçant leurs perspectives d'avenir. La dégradation de la santé mentale des jeunes, ces dernières années, est un signal alarmant.

Le mouvement lycéen s'organise pour exiger de meilleures conditions d'études, des locaux adaptés, des profs pour faire cours, du personnel pour l'accompagner (AED, AESH, pôle médico-social), des chaises pour s'asseoir, des toilettes qui fonctionnent, la fin de Parcoursup... En bref, ce que les personnels demandent en vain depuis des années.

CONTRE LA VIOLENCE D'ÉTAT

Mais le gouvernement ne connaît qu'un langage : celui de la violence répressive. Des lycéen·nes insulté·es, menacé·es, gazé·es, matraqué·es, étranglé·es devant leurs établissements, placé·es en garde-à-vue loin des moyens de filmer la brutalité policière.

Lundi 28 septembre, à nouveau, un cap dans la violence est franchi : à Saint-Ouen-l'Aumône (95) un policier a tiré à l'arme de guerre (lanceur Cougar) sur un élève de 14 ans. Cet enfant a une double fracture de la mâchoire, plusieurs dents de devant pétées. Un fonction-

naire de police vient de le mutiler. Sa vie vient de basculer.

Mercredi 30 septembre à Tours (37), un lycéen a été la cible d'un policier qui le touche en plein visage. Tir non maîtrisé ? Ou ordre bien appliqué ? Selon les témoignages des personnes sur place (profs, lycéen·nes) dans les deux cas les jeunes mutilés étaient avec leur téléphone au moment où ils ont été blessés par les policiers. L'ordre a-t-il été donné de réprimer lourdement celles et ceux qui pourraient filmer les exactions policières ? Nous posons cette question.

QU'ATTENDRE DE L'ÉTAT ?

Après la fragilisation du système éducatif et la déstructuration des parcours scolaires, après l'appauvrissement généralisé des établissements publics, après l'inaction climatique qui met les élèves et personnels en danger dans des salles surchauffées dès le mois de mai, l'État français, à travers sa police, brutalise et traumatise des enfants. L'État français a pourtant signé la Convention Internationale des Droits de l'Enfant en 1989. Il a le devoir de protéger les mineur·es présent·es sur son territoire et de leur assurer des conditions d'études dignes. Le fera-t-il sans que nous l'y obligions ?

Les revendications des lycéen·nes sont aussi les nôtres. Ils et elles ont raison de se révolter. Il y a tant de choses à sauver et redéployer dans l'éducation publique !

Face à l'instruction sous contrainte et sous pression, opposons le plaisir d'apprendre, de s'émanciper, de construire des collectifs, de coopérer dans ces années essentielles de

formation des valeurs et de la personnalité.

La FTE de la CNT appelle tous les travailleurs et toutes les travailleuses de l'éducation à :

★ **soutenir les lycéen·nes** mobilisé·es et s'organiser afin de protéger les enfants de la violence de l'État ;

★ **se mettre en grève et rejoindre la jeunesse mobilisée** dans la rue et sur les blocages ;

Pour de meilleures conditions de travail et d'études, pour que cessent les violences de l'État sur des mineur·es, toutes et tous en grève !

TOUTES ET TOUS EN LUTTE !



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE **LA MAUVAISE HERBE**, REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Pour recevoir gratuitement un numéro, remplis ce formulaire et renvoie-le à l'adresse ci-dessous
Nom : Prénom :
Adresse : Code postal et ville :
La Mauvaise herbe, CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris